

SOS L M 27811
6154
(1940)

A

Rapport avec la Société financière française
et coloniale

(s) CD 16. 1.40 19 VII

Rapport avec la Société financière française et coloniale

Extrait du P.V. de la séance du Comité de Direction
du 16 janvier 1940

QU. VII - Compte "Société financière française
et coloniale"

(s) p. 19

M. GRIMPRET. - En ce qui concerne le compte "Société Financière Française et Coloniale", on ne voit pas bien comment le Réseau de l'Etat, qui était en déficit, pouvait avoir un dépôt à cette Société.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT ADJOINT. - Le Réseau de l'Etat n'était qu'un simple intermédiaire agissant pour le compte du Ministère des Finances.

M. FILIPPI. - L'opération a d'ailleurs réussi.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT ADJOINT. - Oui, la Société en question a été renflouée.

Extrait de la note soumise au Comité
du 16 janvier 1940 et au Conseil
du 17 janvier 1940

Divers comptes débiteurs figurant à l'actif de la S.N.C.F.
au 31 décembre 1938

COMPTE N° 4.508

SOCIETE FINANCIERE FRANCAISE ET COLONIALE

Solde débiteur : 7.300.603 frs 43

Ce solde provient d'un compte de dépôt ouvert en mai 1930, au nom des Chemins de fer de l'Etat, chez la Société Financière Française et Coloniale.

Le montant primitif du dépôt était de 30 M. Des prélèvements furent faits dans les mois qui suivirent et au 15 décembre 1930 le solde créditeur du compte n'était plus que de 15 M.

A la demande du Ministère des Finances, le Réseau de l'Etat suspendit ses prélèvements pour les reprendre ensuite conformément à l'échelonnement suivant :

- 10 février 1933	1.000.000
- 17 octobre 1933	500.000
- 22 décembre 1933	1.000.000
- 22 juin 1934	1.000.000

Enfin, en 1937, et toujours avec l'approbation du Ministère des Finances, un accord définitif fut réalisé sur le mode de remboursement des 11 M. 5 restant dus.

L'accord comportait notamment :

- 1° - une remise partielle des intérêts effectivement perçus depuis le 1er juin 1931 jusqu'au 31 décembre 1936 (1.005.983,79);
- 2° - la suppression des intérêts débiteurs à partir du 1er janvier 1937;
- 3° - le blocage dans les caisses de la S.F.F.C. en garantie provisoire de la créance du Réseau de l'Etat d'un certain nombre

de titres;

4° - le solde, soit 10.494.016 frs 21 devait être remboursé au rythme minimum suivant :

- en mars 1937	1.000.000.-
- avant le 20 août 1937	1.000.000.-
- - d° - 1938	1.000.000.-
- - d° - 1939	1.000.000.-
- - d° - 1940	1.000.000.-
- - d° - 1941	1.000.000.-
- - d° - 1942	1.000.000.-
- - d° - 1943	1.000.000.-
- - d° - 1944	1.000.000.-
- - d° - 1945	1.000.000.-
- - d° - 1946	494.016,21

Conformément à ce tableau d'amortissement, le solde du compte était ramené au 31 décembre 1938 à 7.300.603 frs 43.

Depuis cette date, la S.F.F.C. a continué de tenir régulièrement ses engagements.